

FACTEURS D'ÉMERGENCE ET MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE : QUEL SCÉNARIO SOUHAITABLE ?

Par EL HADI MAKBOUL, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CENEAP

1. L'AFRIQUE 50 ANS APRES L'INDEPENDANCE EST A LA CROISEE DES CHEMINS

D'un côté elle représente une réserve mondiale importante de matières premières, agricoles et forestières, minières, pétrolière et gazière, d'un autre côté, elle peine à assurer un développement durable et harmonieux et accuse un retard en matière de développement qui la rend perfectible et dépendante des anciennes métropoles, des bailleurs de fonds, avec un modèle de développement qui s'éloigne de la spécificité et de la culture africaine et d'une dynamique interne qui valoriserait les ressources et les potentialités locales. Quels sont des lors les facteurs qui freinent son développement et son émergence. Quels sont les indicateurs frappants en matière de développement et les défis qui subsistent au niveau du continent.

2. LES PRINCIPAUX INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE SONT REVELATEURS FRAPPANTS DU NIVEAU DE RETARD DU CONTINENT

L'évaluation des principaux indicateurs de développement en Afrique, les défis auxquels reste confronté le continent à permis de relever par les effets de la crise financière mondiale, des retards en matière de développement et l'absence d'une dynamique interne qui tarde à voir le jour en l'absence d'une véritable stratégie et modèle de développement spécifique à la région

En effet, cette situation n'est nullement favorisée par la crise financière mondiale qui a entraîné une contraction de 2,2% de l'économie mondiale en 2009 durant cette période, la croissance du PIB de l'Afrique s'est ralentie, passant de 4,9% en 2008 à 1,6% en 2009 et devrait remonter à 4,3%. Malgré la diminution de leurs cours, les exportations de produits de base demeurent le principal moteur de croissance en Afrique. Par ailleurs, le ralentissement économique mondial a aggravé les taux de chômage et l'emploi vulnérable déjà élevés en Afrique. Les taux de chômage demeurent élevés et continuent d'augmenter, en particulier parmi les groupes vulnérables en Afrique, même pendant la dernière décennie qui a été marquée par une croissance élevée, ou point où il est devenu difficile pour le continent de réduire la pauvreté et de lutter efficacement contre le chômage.

En effet, le taux de chômage élevés et en hausse s'expliquent aussi bien par l'offre que par la demande, notamment l'offre de main-d'œuvre qui augmente rapidement en raison de la forte croissance démographique, la participation accrue de la main-d'œuvre et le ralentissement de la croissance de la demande de main-d'œuvre due, et du fait que la croissance économique est insuffisante et est dépendante de secteurs enclavés à forte intensité de capital et à faible élasticité d'emploi.

Elargie à d'autres évaluations d'institutions internationales, les facteurs d'émergence s'éloignent progressivement de la performance et risquent en cette étape de freiner sérieusement le développement du continent

2.1. INDICATEURS CLÉS À TRAVERS LE RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE

Le dernier rapport (2010) de la Banque mondiale relatif aux conditions économiques et sociales du continent met en avant des faiblesses et certaines contraintes majeures caractérisées par :

- Une augmentation croissante de la pauvreté qui a pratiquement doublé entre 1981 et 2005 dans la zone subsaharienne de 292 millions à environ 555 millions
- La persistance et poids de certaines maladies : paludismes, malaria et les MST qui emportent chaque jour des milliers de personnes et plus de 3.000 enfants meurent chaque jour du paludisme.

Un taux de croissance faible et inégal entre pays :

- Afrique subsaharienne : 5,1%
- Angola : 14,8%
- Botswana : 1%
- 75% des exportations de pays d'Afrique subsaharienne sont assurées par un ou deux produits.
- Un climat d'affaires et d'investissement inadaptée et fortement bureaucratisé.
- Des déperditions scolaires importantes
- Une mortalité maternelle et infantile alarmante

2.2. INDICATEURS D'ÉVALUATION CLÉS À TRAVERS LE RAPPORT GLOBAL FINANCIAL INTEGRITY

Par ailleurs, le rapport global financial integrity sur les flux financiers illicites sortant d'Afrique ont représenté 29 milliards de dollars par an entre 1970 et 2008.

Tandis que l'aide extérieure à l'ensemble du continent ne représentait que 18 Milliards de dollars suite à la hausse des matières premières, le mouvement a pris des proportions inédites, l'Afrique aurait perdu près de 54 milliards de dollars par an durant cette période, le cumul de ces montants depuis 2011 représente 2 fois la dette extérieure du continent.

Par ailleurs, les pays les plus riches, sont ceux où l'évasion de capitaux est la plus massive: Nigeria, Angola, Afrique du Sud, elle dépasse les 100 dollars par habitant et par an en moyenne de quoi faire notablement reculé la pauvreté.

2.3. INDICATEURS D'ÉVALUATION À TRAVERS LE RAPPORT PNUD 2012

Le rapport du PNUD 2010, intitulé «La vraie richesse des nations» analyse les tendances sur les 40 dernières années et met en avant les principaux indicateurs de développement humain de l'Afrique.

- L'espérance de vie : Si elle a augmentée de 18 ans dans les Etats Arabes entre 1970 et 2010 comparé à 8 ans en Afrique subsaharienne
- Les 19 pays les plus performants qui ont progressé en termes d'IDH, sont représentés les pays pour l'Afrique du Nord.
- Les principaux moteurs de progrès de l'IDH étaient la santé et l'éducation.

Par ailleurs, la région affichant des progrès rapide en termes d'IDH depuis 1970, reste **l'Asie de l'Est et la Chine.**

- Les pays arabes ont enregistré des gains importants 08 pays sont dans les 20 premiers.
- De nombreux pays d'Afrique demeurent à la traîne, victimes de maladies, de conflits, de pauvreté, de bouleversement et autres facteurs.
- L'espérance de vie a baissée de certains pays subsaharienne.

2.4. INDICATEURS D'ÉVALUATION DE LA GOUVERNANCE À TRAVERS L'INDICE IBRAHIM 2011

Selon le dernier rapport de l'indice Ibrahim de la gouvernance africaine 2011, les conclusions globales du rapport soulignent nettement que seuls 5 sur 53 pays africains ont amélioré sensiblement leurs scores en matière de gouvernance.

- 27 Pays ont amélioré leur gouvernance globale.
- 17 Pays seulement sur la sécurité et souveraineté du droit.
- 14 Pays en matière de participation et droit de l'homme.
- 38 Pays en matière de développement humain.

2.5. INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE RAPPORT DE LA CEA SUR LA GOUVERNANCE 2010

L'évaluation de l'avancée de la gouvernance en Afrique à travers les indices de développement a mis en relief les dysfonctionnements majeurs et les résultats mitigées en matière de gouvernance en Afrique.

Le rapport de la commission de la gouvernance de la CEA (2010) relève que l'Afrique a enregistré une avancée marginale en matière de la gouvernance depuis 2005. L'indice global de l'ensemble des indicateurs fait ressortir un gain marginal de 2 points uniquement par rapport à 2005 avec 53% contre 51%.

Des résultats mitigés ont été observés dans les indicateurs de base notamment de la représentation politique et de l'autonomie des organisations de la société civile et des médias.

En matière de droit de l'homme et d'état de droit, l'étude a noté des progrès marginaux avec des taux moyens de 50% pour les droits de l'homme et 49% pour l'état de droit. Par ailleurs, les améliorations liées à l'efficacité de l'organe législatif, l'organe exécutif et judiciaire sont légèrement positifs avec seulement un progrès d'un point par rapport à 2005.

Dans le secteur économique, l'Afrique a accompli des progrès notable et positifs aussi bien pour la gestion économique (+3 points) que pour la politique de soutien à l'investissement (+6 points) que de l'efficacité du régime fiscal avec 3 points de moins. Cette situation est également marquée par un taux annuel moyen de croissance du continent africain de 5% au cours des 10 dernières années.

Cependant, la lutte contre la corruption qui reste un défi majeur pour l'Afrique n'a pas progressé. En effet, l'indice de lutte contre la corruption a reculé de 3 points démontrant ainsi que les pays africains ne font pas assez d'efforts pour lutter contre ce fléau. De ce fait, l'évaluation de la gouvernance en Afrique est marquée par des progrès très limités que doivent appeler à intensifier les efforts pour améliorer la gouvernance sur le continent. La bonne gouvernance étant la condition sine qua non du développement économique et sociale et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

3. DÈS LORS, QUELLE ANALYSE DOIT ON FAIRE DE L'EXAMEN DE CES DIFFÉRENTS INDICATEURS CLÉS D'ÉVALUATION DE LA GOUVERNANCE ET DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

L'Afrique reste aujourd'hui marquée par des situations confuses et l'absence de stratégies politiques et notamment :

- Une diversité des situations, économiques, sociales et politiques
- L'existence des facteurs de blocage qui freinent, l'émergence et le développement des pays caractérisés par :
 - Le chômage qui reste élevé
 - La corruption qui entrave tout développement durable
 - Les modèles de développement demeurent inadaptés, s'éloignent souvent des spécificités et des valeurs locales
- Une faible implication des élites, l'absence de stratégies cohérentes
- Une déperdition des capacités qui n'encourage pas la croissance, relayée par :
 - Une mauvaise gouvernance économique, sociale et politique qui ne crée pas la compétitivité et la performance, mais surtout des déséquilibres et des inégalités
- L'ensemble de ces éléments s'ils ne sont pas intégrés dans une approche globale et équilibrée basée sur une véritable stratégie de changement et de modernisation notamment du cadre organisationnel de la ressource humaine, des capacités opérationnelles risquent à court et moyen terme d'accentuer les inégalités et de renforcer les déséquilibres dans le continent en matière de développement

4. QUELLES ALTERNATIVES À CETTE SITUATION DE BLOCAGE ?

Au lendemain de la crise, les pays africains doivent poursuivre des politiques qui permettent de remédier aux effets de la récession et, en même temps, de jeter les bases d'une croissance à moyen et long terme forte, durable et axée sur l'emploi. En plus d'un cadre global de planification du développement comportant des stratégies macroéconomiques et sectorielles bien conçues et mises en œuvre, il faut des investissements suffisants dans l'agriculture, le capital humain, une plus grande mobilisation des ressources intérieures, des réformes du marché des facteurs, des incitations en faveur de l'emploi dans le secteur privé et des efforts pour accroître la productivité et améliorer la gouvernance nationale.

En effet, le contexte mondial favorable offre aujourd'hui des opportunités de croissance et d'émergence à l'Afrique, une nouvelle dynamique s'amorce et le nouveau cycle mondial de croissance sera africain. Cette alternative confirmée par les experts est justifiée également par :

- La crise économique et financière mondiale et ses effets.
- L'échec du système capitaliste avec les crises économiques et les problèmes de la dette.
- Le rythme de croissance mondial et le déclin des économies mondiales : Europe, USA et Asiatique.
- Les événements Arabes et la percée démocratique dans le continent.

Autant d'éléments et situations qui nous interpellent aujourd'hui sur les modèles à réfléchir et à mettre en place face à une crise mondiale du système capitaliste et son incapacité à réguler l'économie mondiale. Il est clair que ce modèle ne peut être la référence pour l'Afrique qui doit rechercher des solutions et des modèles plus adaptées aux spécificités africaines, aux attentes de leurs populations et aux priorités du continent car elle dispose de valeurs culturelles de potentialités et richesses qui permettent de devenir un continent émergent.

5. POUR CONCRÉTISER CET OBJECTIF D'ÉMERGENCE DE L'AFRIQUE À L'HORIZON 2025. QUEL EST LE SCÉNARIO SOUHAITABLE ?

Face aux obstacles qui pèsent sur les pays africains et qui freinent leur émergence, la démarche proposée devra être graduelle, consensuelle et volontariste axée sur la croissance, la bonne gouvernance et la valorisation des richesses.

La préparation des conditions d'émergence autour des principaux acteurs de développement permettra de réunir les conditions d'une émergence effective de l'Afrique à l'horizon 2025.

AU PLAN NATIONAL :

- **La 1^{ère} priorité :** Consiste à lever les contraintes qui s'exercent sur le continent et éliminer les obstacles qui risquent de compromettre cette dynamique et bloquer tout développement ou croissance, après un audit national et global
- **La 2^{ème} priorité :** Vise à renforcer l'Etat de droit et les libertés publiques.
- **La 3^{ème} priorité :** Consiste à la prise de conscience du changement et l'implication des forces les plus actives des pays d'Afrique, car face à la crise de la représentation les populations espèrent devenir des partenaires à part entière avec cependant une volonté politique largement affirmée et la participation effective des acteurs du développement
- **La 4^{ème} priorité :** La mise en synergie des facteurs favorisant l'émergence notamment avec l'intégration des acteurs, les modèles de développement, les territoires et les outils de mise en œuvre.
- **La 5^{ème} priorité :** L'ensemble de ces éléments posent le problème de la crédibilité et de la légitimité des pouvoirs en place ces pays avec une volonté affichée par l'Etat pour:
 - Lutter contre la corruption
 - Régler les conflits internes
 - De rendre crédible et efficace l'administration et les institutions publiques
 - Assurer des élections libres, propres et légitimes
 - Réhabiliter la fonction de l'Etat qui doit être de moteur de cette dynamique
 - Renforcer la redevabilité des responsables

Le défi de cette étape : « Construire des Etats modernes avec des politiques consensuelles autour d'une gouvernance participative et d'adhésion des populations et des acteurs »

AU PLAN CONTINENTAL :

- **La 6^{ème} priorité :** La remise en marche du processus de la coopération et de partenariat régionale autour des ensembles sous régionaux naturels
- **La 7^{ème} priorité :** L'engagement d'actions régionales audacieuses et innovatrices en matière de développement de recherche, de complémentarité économique d'harmonisation des politiques d'exportation et d'échange, de gestion des ressources nationales et de partenariat stratégique renforcée pour consolider la démarche du NEPAD.

AU PLAN INTERNATIONAL

- **La 8^{ème} priorité :** Consiste à la préparation de l'Afrique pour accéder au statut de partenaire à part entière vis-à-vis des pays du Nord et mettre fin aux rapports de dépendance et à la main mise sur les ressources et l'exploitation sauvage des richesses
- Revoir les systèmes d'aides de coopération et d'assistance souvent inadaptés
- Organiser et renforcer la coopération autour de pays leaders africains pour créer l'effet d'entraînement (coopération renforcée)
- **La 9^{ème} priorité :** Le renforcement de l'appui au développement sur la base d'un cadre organisationnel
- **La 10^{ème} priorité :** La mise en œuvre d'une feuille de route spécifique à chaque pays d'Afrique, consensuelle, cohérente, graduelle et qui déterminent les priorités et les actions à mettre en œuvre avec un programme de soutien et des objectifs clairement affichés.

AU PLAN STRATÉGIQUE

La démarche stratégique souhaitable devra s'articuler autour des axes suivants permettant la préparations des conditions d'émergence et la mise en œuvre de politiques appropriées

1^{ère} ÉTAPE : Préparation des conditions d'émergence

- La définition des objectifs à atteindre et des priorités des programmes d'actions.
- La définition des politiques et la désignation des structures chargée de leur mise en œuvre : Ministère, Spécifique, Organe de suivi et de Coordination avec les différents secteurs
- La préparation des facteurs d'émergence.

2^{ème} ÉTAGE : Organisation des plans stratégiques de réformes/chagement

- La détermination des stratégies d'actions et la définition des principaux axes et la préparation.
- La mise à niveau du cadre organisationnel, réglementaire et institutionnel.

3^{ème} ÉTAPE : Préparation des facteurs d'émergence.

- L'adaptation et la mise en œuvre des actions appropriées et cohérentes.
- L'amélioration de la gouvernance économique, sociale, politique et institutionnelle.

4^{ème} ÉTAPE :

- La mobilisation des potentialités de chaque pays
- L'appropriation de la démarche par les actions du développement avec la désignation de la structure chargée de la mise en œuvre, des outils, du cadre réglementaire et de l'organisation adéquate et du partenariat.

5^{ème} ÉTAPE :

- L'amélioration de la croissance et bien-être social à travers un environnement stable, équilibré, égal et de paix.

6^{ème} ÉTAPE :

- Le renforcement des capacités opérationnelles.
- L'accompagnement et le soutien des politiques de développement
- La mise en place d'un système de suivi et d'évaluation des progrès accomplis

L'objectif visé consiste à mettre en place un climat favorable à l'émergence et aux grands changements à engager dans un souci promis de préparer l'émergence des nations africaines dans un programme consensuel porté par l'ensemble des parties prenantes et une volonté politique clairement affichée.

En conclusion, je terminerai par un appel à la prudence vers une vision progressive et graduelle, enfin il s'agit surtout de rester modeste dans nos objectifs et nos prévisions de clarifier plus la démarche de chaque pays africain, d'évaluer les capacités de chaque pays africain à introduire les changements et de mobiliser et renforcer les capacités des institutions et acteurs chargés de la mise en œuvre de ces changements et assurer un bon pilotage de ces opérations dans le cadre d'une bonne gouvernance, pour espérer que le continent africain qui a tant souffert des guerres, des conflits, des maladies et de la pauvreté, retrouve pleinement sa place de leader dans un monde en perpétuel changement.

El Hadi MAKBOUL, Directeur Général du CENEAP